

N° 2.2. / 2023-029

République Française  
Commune de Richebourg

**dossier n° DP 078 520 23 M0010**

**date de dépôt** : 10 mars 2023

**demandeur** :

**pour** : installation de 9 panneaux solaires sur un carport

**adresse terrain** : 27, route de Houdan, à Richebourg (78550)

cadastré : G-186

## ARRÊTÉ

**de non-opposition à une déclaration préalable**  
au nom de la commune de Richebourg

**Le maire de Richebourg,**

Vu la déclaration préalable présentée le 10 mars 2023, par

**pour le compte de** **pour un terrain sis 27, route de Houdan, à Richebourg.**

Vu l'objet de la déclaration : **installation de 9 panneaux solaires sur un carport**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 juin 2017 ;

Vu l'avis de dépôt de la demande déposée en mairie le 10 mars 2023 et affiché le 10 mars 2023 ;

Vu l'avis de la SICAE en date du 11 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 12/04/2023, ci-annexé ;

Vu la demande des pièces complémentaires en date du 21 mars 2023 ;

Vu les pièces complémentaires reçues le 8 juin 2023 ;

## ARRÊTE

### Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable de travaux, sous réserve que les panneaux soient bien intégrés à la toiture et non pas posés au-dessus.

Fait à Richebourg, le 20 juin 2023

Le maire



Bernadette COURTY

**Arrêté transmis en Préfecture, le 20/06/2023 et affiché en Mairie le 20/06/2023**

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

**Durée de validité de la déclaration préalable :** conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :** il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Délais et voies de recours contre la présente lettre :** le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.